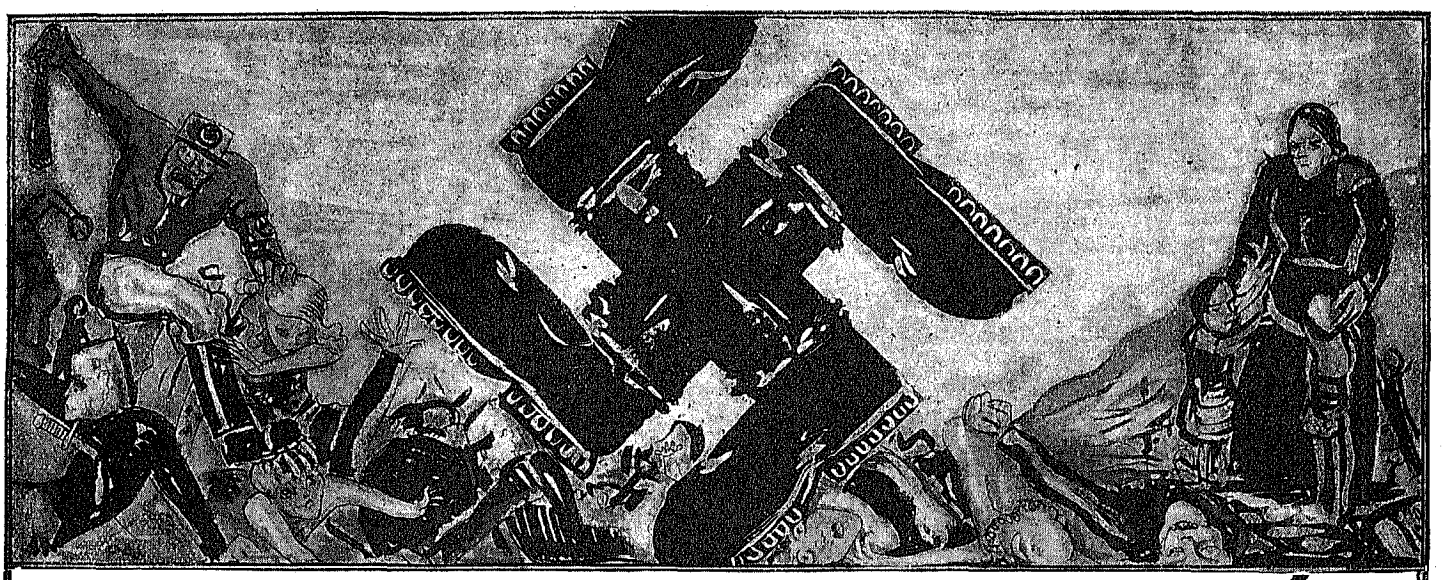

SOUS LA CROIX GAMMÉE

Amsterdam

L'Allemagne hitlérienne et le Bureau international du Travail.

(I.T.F.) Le retrait de l'Allemagne de la Société des Nations rend hypothétique la continution de son adhésion au Bureau international du Travail. Le vice-président de l' Association des organisations ouvrières allemandes, Ludwig Brucker, responsable de la politique sociale du pilier ouvrier du "front allemand du travail", a déclaré le 26 septembre dans un discours tenu à l'occasion de la célébration du 80ème anniversaire de l'institution de l'Inspection du travail: "Le Bureau international du Travail..... l'Etat national-socialiste n'y attachera plus de valeur." On peut affirmer à juste titre que les dirigeants des organisations ouvrières nationales-socialistes n'ont point le droit de trancher dans les questions intéressant la politique sociale allemande, mais que ce droit est réservé aux véritables dominateurs du 3ème Reich, les employeurs. En vérité Bruckner n'a été que le porte-paroles de ses mandants: les armateurs allemands avant tout désirent depuis longtemps être libérés des prescriptions sociales dérivant des conventions internationales du travail. Leur organe, qui est devenu actuellement en même temps un organe officieux du gouvernement, le "Wirtschaftsdienst" de Hambourg a écrit dès le 16 juin dans un éditorial: " La dépendance des divers gouvernements allemands des influences marxistes et syndicalistes garantissait le respect par l'Allemagne des décisions de Genève..... Le transfert de la représentation des intérêts ouvriers allemands des syndicats entre les mains du front allemand du travail, garantit qu'il sera mis fin à cette inconvenance et qu'à l'avenir la lutte contre le système de Versailles sera le leitmotif de la politique ouvrière allemande." En effet les organisations des cheminots et des employés des P.T.T. ont déjà concentré leur attention sur des exercices militaires auxquels les membres doivent participer toutes les semaines. Le cabinet hitlérien se sert, au seuil de l'hiver qui menace de famine, du retrait de la Société des Nations pour faire une vaste propagande contre les articles du Traité de Versailles relatifs au désarmement. Ce n'est qu'en se libérant des liens internationaux qu'il y a moyen d'avoir définitivement prise sur l'inconvenance de la politique sociale de même que sur la limitation des armements . Le retrait de l'Allemagne du B.I.T. se trouve par conséquent tout à fait sur la ligne de la politique sociale du 3ème Reich.

Un bon début.

(I.T.F.) L'Association ouvrière allemande des services publics qui groupe les organisations des transports et des cheminots autrefois adhérentes à l'I.T.F., avait convoqué les travailleurs des

des services publics berlinois à un grand meeting au Palais des Sports. L'auditoire dut attendre longtemps le commencement des discours vu que-- ainsi que l'annonça le président-- les fils des haut-parleurs avaient été coupés par une gaminerie.

Comme de bons marxistes, "les gamins" ne se sont pas laissés attraper.

Le bilan de la "bataille du travail."

(I.T.F.) La bataille allemande du travail a duré quatre mois. Le résultat annoncé par l'appareil de propagande du Dr. Goebbels : Il n'y a plus dans le 3ème Reich que 3,8 millions de chômeurs.

Quelle est toutefois la réalité ? Fin avril, les bureaux de placement allemands avaient enregistré 5,3 millions de sans-travail et, dans ses Informations hebdomadaires du 3 mai, "l'Institut für Konjunkturforschung " avait reconnu qu'au moins 2 millions de chômeurs n'étaient pas inscrits. Le nombre total des sans travail s'élevait par conséquent au début de mai, suivant des données nationales-socialistes, à au moins 7,3 millions. C'est là la dernière indication statistique concernant le chômage en Allemagne qui puisse être considérée comme quelque peu digne de confiance.

Le 1er juin débuta la " bataille du travail" et avec elle le jonglage officiel avec les chiffres des chômeurs. Lors de la réorganisation des emplois dans les offices de statistique, les nationaux-socialistes ont eu la malchance de placer dans ces fonctions des gens qui poussaient le zèle trop loin. Le résultat de leurs efforts pour fausser les statistiques est à tel point cousu de fil blanc, que chaque ouvrier peut facilement discerner la vérité.

On a coutume en Allemagne de parler de " sans travail". Il est cependant utile d'établir une distinction entre les "sans-travail" (Arbeitslosen) et les " sans emploi"(Erwerbslosen). Les 50.000 prisonniers dans les camps de concentration sont eux aussi "occupés" si l'on peut dire, de même que les 250.000 jeunes gens contraints au travail forcé ou les 175.000 travailleurs agricoles "prêtés" aux agriculteurs comme main-d'oeuvre bon marché. Tous ces hommes ne sont pas inscrits comme étant "sans travail", parce qu'ils sont occupés. Seulement ils ne touchent pas de salaire et sont par conséquent "sans emploi". C'est ainsi que le chiffre des "sans emploi" est l'unique qui nous intéresse.

Deux statistiques dressées l'une indépendamment de l'autre, ont permis jusqu'à présent de déterminer le nombre des travailleurs allemands sans emploi. Les bureaux de placement inscrivent les chômeurs qui se présentent et les caisses d'assurance-maladie ont un fichier de tous ceux qui occupent un emploi quelconque. Sans aucune de ces deux listes figurent les chômeurs dits " invisibles" qui, pour une raison ou l'autre, ne se sont pas fait inscrire aux bureau de placement . Lorsque les deux statistiques sont faites correctement, il faut qu'en cas d'accroissement des possibilités de travail, le nombre des travailleurs enregistré par les caisses d'assurance-maladie, augmente davantage que le nombre des chômeurs inscrits ne diminue. Une partie en effet des chômeurs invisibles obtiendra dans ce cas du travail et paraîtra de ce fait automatiquement dans la statistique des employés, tandis qu'en même temps, dans l'espoir d'avoir du travail, une autre partie des chômeurs invisibles se fera inscrire aux bureaux de placement et deviendra de la sorte " visible".

En avril de cette année par exemple, le nombre des personnes ayant un emploi avait augmenté de 505.000, tandis que le nombre des chômeurs inscrits n'avait diminué que de 267.000; il en ressort que 238.000 chômeurs "invisibles" avaient trouvé un emploi. Ce nombre était de 266.000 en avril 1932.

A partir du début de la bataille du travail, ce mouvement a subitement pris fin. Pendant les mois de juin, juillet et août, (les chiffres de septembre ne sont pas encore complètement connus) 376.000 chômeurs ont disparu des listes des bureaux de placement sans venir figurer dans les statistiques des caisses d'assurance-maladie. Après coup on a reconnu que pour le mois de juin les statistiques avaient été faussées de 131.000 hommes employés au service volontaire du travail. Dans la bataille allemande du travail,

245.000 ouvriers ont cependant disparu pendant les trois premiers mois de la bataille. Ils ne sont plus considérés comme sans emploi et cependant, ils n'ont pas trouvé de poste, puisqu'ils auraient dans ce cas, dû être inscrits à la caisse d'assurance-maladie.

Nous étions dans l'obligation d'exposer de manière aussi détaillée pourquoi les statistiques allemandes ne sont pas dignes de confiance, parce que le Bureau international du Travail par exemple continue à sanctionnr de son autorité ces supercheries officielles. Depuis le 1er juin 1933, on ne peut plus avoir confiance dans les chiffres officiels concernant le chômage. Une deuxième statistique officielle un peu plus conforme à la réalité semble exister, pour des motifs de propagande elle n'est cependant pas publiée. Le 22 août le ministre des Finances national-socialiste de Saxe a indiqué dans la Diète, qu'au 31 juillet, le nombre total des chômeurs était de 71,6 pour mille, ce qui revient à un chiffre de 4,675 millions. En additionnant les 4,46 millions indiqués par les bureaux de placement avec 188.000 "disparus" pour les deux premiers mois, nous arrivons à environ 4,65 millions, soit à peu près le chiffre nommé par le ministre. Nous ne connaissons pas le chiffre de cette statistique secrète à une date ultérieure.

Le statisticien des syndicats libres allemands Woytinsky, évaluait le chiffre des chômeurs au 1er janvier 1933, conformément aux données de l'Office de statistique du Reich à 20,8 millions (ouvriers, employés et gens de maison). Il faut déduire de ce chiffre (en négligeant certains petits déplacements) 310.000 malades incapables de travailler. La différence entre les 20,5 millions de personnes employées et les 13,7 millions employés au 31 août suivant les statistiques des caisses d'assurance, soit 6,8 millions, indique le vrai nombre des sans travail allemands. Le bilan de la bataille du travail est donc qu'un ouvrier allemand sur trois est sans emploi. Et cela pendant la période des récoltes! L'hiver ne manquera pas d'aggraver terriblement la misère. D'après les renseignements officiels trois millions de chômeurs seulement sont maigrement secourus. Quatre millions de "sans emploi" 12 à 15 millions avec les membres de leur famille, se trouvent au seuil de l'hiver sans un pfennig de secours.

Voici comment on compte arriver à un redressement économique.

(I.T.F.) Lors de l'ouverture des travaux de la première partie du réseau des auto-strades en la présence des chefs de la Reichswehr, Adolf Hitler a déclaré, selon le compte-rendu certainement exact du " Völkischer Beobachter", en s'adressant aux sept cents (notez sept cents) ouvriers terrassiers nouvellement embauchés pour ces travaux: " Sachez que par l'accroissement de votre pouvoir d'achat, 100.000 autres hommes trouveront du travail dans les usines et dans les ateliers." Hitler a cependant oublié de nous expliquer comment chacun de ces 700 ouvriers prodiges pourra, par son pouvoir de consommation accru, donner du travail à 143 ouvriers. Rappelons à ce propos que le chancelier affirme qu'il ne prend jamais d'alcool.

10 millions de listes de souscription ont été mises en circulation.

(I.T.F.) 10 millions de listes ont été mises en circulation pour le mouvement officiel de mendicité du " secours d'hiver". En même temps un programme de travaux pour combattre le chômage a été annoncé, destiné à empêcher une augmentation des secours de chômage pendant l'hiver. Le "Times" le grand journal bourgeois anglais, écrit dans un article éditorial de son numéro du 15 septembre à propos de ce programme : " L'ensemble de ces nouveaux projets semble en effet avoir un caractère de dilettantisme vraiment triste. Ils n'ont rien donné pour augmenter le travail, ils ne peuvent rien faire pour améliorer la situation économique, ils créent simplement un grand système d'aumônes.

Pas d'élections de conseils d'entreprise.

(I.T.F.) Un mémoire confidentiel de l'organisation nationale-socialiste des cellules d'entreprise a dû constater que "les marxistes réussissent toujours à nouveau à étendre leur influence

à des ouvriers honnêtes et convenables. Un nombre considérable d'ouvriers dont nous ne l'aurions point cru" participe activement à l'oeuvre anti-fasciste. Le front allemand du travail a décidé pour cette raison de différer, pour commencer jusqu'au 31 décembre, les élections des conseils d'entreprise, qui devaient avoir lieu à partir du 1er octobre. La pratique du 3ème Reich dégrise même les ouvriers nationaux-socialistes et les chefs en craignent les conséquences.

Thyssen a de la main-d'oeuvre bon marché.

(I.T.F.) Le dictateur économique national-socialiste de la Ruhr, le grand industriel Thyssen, a décidé que 300 jeunes chômeurs devront exécuter des travaux d'amélioration et de régularisation de terrain sur les terrains des mines "Pluto", Rhein-Elbe" et "Holland" appartenant à son consortium. Les jeunes ouvriers touchent pour ce travail forcé, suivant les règles du service du travail, quelques sous et une assiette de soupe. Les capitalistes des mines économisent l'argent que coûteraient des ouvriers réguliers.

Les joies patronales.

(I.T.F.) Le théoricien national-socialiste Gottfried Feder a constaté à nouveau le 6 octobre, à l'occasion de la Conférence de Leipzig des caisses d'épargne: "Sur le plan de la production, le national-socialisme repousse toutes tentatives de socialisation."

Cette déclaration assez vague ne paraît pas suffisante au ministre de l'Economie nationale Schmitt. Celui-ci assure: " L'économie allemande ne redeviendra prospère que lorsqu'il sera possible d'assurer le rendement de toutes les entreprises économiques. (C'est là un euphémisme pour dire les bénéfices du patronat.) Il est compréhensible que "les employeurs dans le front allemand du travail accueillent avec satisfaction le nouvel esprit." Le représentant dans la petite conférence du front du travail, le Dr. Karl Köttgen, l'a exposé d'une manière détaillée dans le 1er volume d'octobre de la revue "Arbeitertum". Il y souligne que les employeurs collaboreront de toute leurs forces à un pareil "socialisme".

Réductions de salaires de 70 millions.

(I.T.F.) Suivant une instruction officielle, le salaire des ouvriers et employés soumis à l'impôt sur le revenu, devront subir pendant les mois d'hiver, lorsque leurs dépenses pour chauffage etc sont déjà plus élevées qu'en été, une nouvelle réduction "volontaire" de 20% de la retenue pour l'impôt, soit de 2%. Cette réduction doit contribuer à faire affluer aux caisses de l'Etat les ressources qui manquent pour le secours d'hiver. La somme minimum à verser est de 1 mark. Cette réduction vient s'ajouter aux autres versements "volontaires". On l'applique bien que même le commissaire Luer, de Francfort s/M. ait constaté: "Il n'est à aucun prix possible d'avilir davantage le niveau de rétribution." Le parti "ouvrier" brun ne renonce cependant pas à pratiquer pareil avilissement.

Réunions obligatoires.

(I.T.F.) Le front allemand du travail est pris par une nouvelle vague de réunions dsetinées à en terminer cette fois irrévocablement avec " le marxisme toujours existant". Le Dr. Ley et ses collaborateurs immédiats visitent des entreprises afin d'apprendre à connaître de plus près, ainsi qu'on nous communique officiellement "l'activité des camarades de travail". Ces visites dans les entreprises ont certainement leur utilité, vu que les secrétaires du front du travail n'ont en majeure partie jamais travaillé dans l'industrie. Ce qui fait toutefois le charme principal de cette nouvelle initiative, c'est que les ouvriers peuvent difficilement se soustraire dans l'entreprise aux réunions convoquées par les chefs nazis. Lorsqu'il s'agissait de réunions convoquées en dehors du travail, plus d'un orateur nazi s'est trouvé devant une salle vide. Lorsqu'il s'agit de meetings en plein air, tous les membres du front allemand du travail reçoivent, ainsi qu'on nous l'annonce d'Allemagne occidentale, une invitation par écrit. Un coin de la carte dans lequel doit être inscrit le nom ou le numéro du membre en question, peut être

enlevé. C'est ce qui permet de contrôler ensuite qui est resté chez lui. Une constatation de ce genre vaut généralement le licenciement au coupable.

Le texte de ce genre d'invitations fait généralement penser à l'ordre lancé par le commissaire des cellules d'entreprise nationales-socialistes de Erfurt aux ouvriers métallurgistes: "Je compte que tous les ouvriers prendront part au défilé; à défaut de cela ils peuvent s'attendre à être éloignés de l'entreprise, attendu que de la sorte ils prennent position ouvertement contre la manifestation."

Toutes les entreprises sont des casernes.

(I.T.F.) La presse berlinoise annonce: " La société Siemens a introduit pour ses apprentis une parade du drapeau. Chaque matin les jeunes gens doivent venir à l'appel. Derrière le portrait du Führer, placé devant un des murs de l'atelier, on hisse la bannière à la croix gammée . Le chef de l'atelier donne alors un mot d'ordre, une pensée patriotique qui accompagne les jeunes ouvriers pendant leur journée de travail. Ensuite un bref commandement : " Au travail"." Ce système du travail militarisé va de pair avec un contrôle minutieux des heures de loisir des ouvriers et non pas seulement des jeunes, par les furreteurs du front allemand du travail.

Le vice-président de l'Association des organisations ouvrières allemandes Brucker, a même déclaré:"les travailleurs doivent être amenés, également en dehors de l'entreprise, à employer convenablement leurs loisirs." Ce qui est raisonnable, ce sont les mouchards du front du travail qui le décident.

On ne saurait exiger d'aucune entreprise l'emploi d'ouvriers marxistes.

(I.T.F.) Nous trouvons sous l'en-tête ci-dessus, dans le numéro 10 de l'organe de l'Association ouvrière allemande des services publics " Arbeit und Staat" du 7 octobre 1933, ce qui suit :

" Le tribunal prud'hommal berlinois vient d'émettre clairement l'opinion que le sort de l'économie allemande se trouve lié à celui du gouvernement national-socialiste.

Ce tribunal avait été saisi de la plainte d'un ouvrier invalide qui avait fait au sein de l entreprise de la propagande politique anti-nationale. Bien que des dispositions spéciales protègent les invalides contre un renvoi, l'ouvrier en cause avait été licencié en raison de cette propagande.

Dans ce cas le tribunal prud'hommal berlinois a placé l'intérêt d'un déroulement régulier de la vie économique au-dessus des dispositions de protection contre un licenciement. Dans son jugement le tribunal a dit qu'on ne pouvait pas exiger de l'employeur qu'il garde à son service un pareil invalide et que le libre développement du sort économique des employeurs était lié en tous points au maintien et à la continuation du gouvernement national. C'est pour cette raison que chaque mouvement politique poursuivant l'élimination du gouvernement national frappait indirectement aussi le patronat. On ne pouvait notamment pas demander à un employeur dépendant pour ses commandes d'ordres venant des autorités, de garder dans son entreprise, en leur accordant du travail et un salaire, des ouvriers dont les efforts et les aspirations tendent à mettre fin au pouvoir gouvernemental.

Ce principe est applicable pour l'ensemble des entreprises publiques."

Quel méfait peut bien avoir commis ce pauvre diable d'invalide? Qu'est ce qu'on appelle dans le Troisième Reich, propagande anti-nationale ? Peut-être a-t-il exprimé l'opinion très juste que depuis l'avènement au pouvoir de Hitler, la situation des ouvriers allemands a empiré. Ou bien il a été indigné de voir réduire encore davantage son salaire de famine par les versements "volontaires" imposés au profit des diverses actions du parti national-socialiste. Peut-être aussi n'a-t-il pas manifesté tout le respect voulu pour un membre quelconque des troupes d'assaut hitlériennes. Nous l'ignorons, mais nous savons que toutes ces choses sont considérées actuellement en Allemagne comme de la "propagande anti-nationale".

Quiconque se permet aujourd'hui en Allemagne une opinion indépendante et ose l'exprimer, doit être livré à la faim, fût-il invalide. C'est à cela que servent à présent les conseils de prud'hommes et les organes "syndicaux" qui portent avec approbation, pareilles constatations de la justice " mise au pas", à la connaissance des ouvriers allemands asservis.

Ce qui est du plus grand intérêt pour les travailleurs au service d'entreprises publiques.

(I.T.F.) Nous lisons dans le numéro 10 de "Arbeit und Staat" l'organe de l'Association ouvrière allemande des services publics, ce qui suit :

Le tableau généalogique.

Dans une réunion tenue à Weimar, le président de l'Office pour l'étude raciale de Thuringue, le Dr. Astel, a donné des explications au sujet de la question de l'arbre généalogique, du tableau des descendants etc. Il a déclaré qu'il fallait donner la préférence à un tableau de parenté comprenant les quatre grands-parents et l'ensemble de leurs descendants. A l'avenir chacun aurait l'obligation d'avoir un tableau généalogique et un tableau de parenté. A

On réclamera probablement de tous les citoyens allemands un arbre généalogique remontant jusqu'à la Révolution Française. Un pareil tableau est très important pour l'examen de l'hérédité. C'est ainsi qu'il deviendra impossible que quelqu'un épouse sans le savoir un descendant d'un ancêtre juif.

Ces explications sont du plus haut intérêt, particulièrement pour les travailleurs des services publics, car à l'avenir les entreprises publiques appuieront dans une vaste mesure les efforts de l'étude des races.

x

C'est évidemment intéressant! Cela, les travailleurs des services publics ne le savaient pas encore, qu'il est du domaine des entreprises publiques de seconder puissamment l'étude des races et de s'intéresser aux arbres généalogiques et aux tableaux de descendants et de parenté de leurs salariés. C'est donc à ce but que doivent servir les retenues du salaire et les impôts exigés des ouvriers! Savoir cela est en effet une chose du plus haut intérêt pour les travailleurs. Si ce n'était pas si triste on pourrait rire de bon coeur de ce non-sens grandiose que les apôtres de la croix gammée osent présenter aux travailleurs allemands dans les réunions et dans les organes "syndicaux".

Reste toutefois sans réponse la question de savoir pourquoi il est interdit expressément aux enquêteurs racistes de faire des recherches détaillées sur les arbres généalogiques des membres du gouvernement du Reich (Hitler, Goebbels, Goering etc.), des Stadthalter et des autres dignitaires du Troisième Reich. Sans doute craint-on devoir constater la présence de grand'mères juives.